

**Le Togo rembourse
55 milliards de frs CFA** ^{P.5}

Editorial

**Rendez-vous
manqués** ^{P.3}

Inquiètes de la situation politique au Togo

**L'EEPT et l'EMT rejoignent la
CET sur le chemin de croix** ^{P.4}

Législatives du 20 Décembre



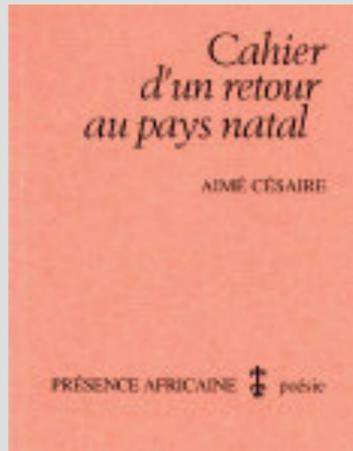
**quel
enjeu?** ^{P.3}

Coin littéraire

Cahier d'un retour au pays natal, Aimé Césaire

« Au bout du petit matin...Va -t-en, lui disais-je, gueule de flic, gueule de vache, va-t-en les larbins de l'ordre et les annetons de l'espérance ». C'est sur ces vers de flamme que s'ouvre la porte de l'emblématique recueil de poèmes **Cahier d'un retour au pays natal** du poète descendant d'esclaves antillais Aimé Césaire qui, au dire d'André Breton, manie la langue française mieux que les Français eux-mêmes. « Quand Césaire parle, la grammaire française sourit », dit en complément son propre père. Le Cahier doit son importance à une situation terrible et asservissante qui sévissait en Martinique, un département français dont est originaire Aimé Césaire. En marge de la faim endémique et pandémique, de la sodomisation du peuple fouetté comme bêtes de somme dans les champs de cannes à

sucre, de l'alcool servi à bon marché par le colonisateur pour vacciner la jeunesse martiniquaise contre toute tentative de révolte contre la situation coloniale rétrograde, la Martinique était un banc d'essai de la fourberie blanche, de la fausse et machiavélique politique marchant avec les masques du mensonge distillé dans les veines de la France par ses pseudo-penseurs à l'image du philosophe Gobineau qui dote aveuglément l'homme noir du seul instinct animalier, sauvage et l'ampute du coup de la logicienne raison cartésienne dont se glorifie la race blanche. Pour mettre à bas toutes ces exactions, ces préjugés, le jeune Aimé Césaire fraîchement sorti de l'Ecole Normale Supérieure(ENS) et professeur de français va, appuyé sur les trois piliers des poésies révolutionnaires d'Arthur Rimbaud auteur du **Bateau Ivre**,



assise/Inattendument debout/ Debout dans la cale/Debout dans les cabines/Debout sur le pont/ Debout dans le vent/Debout sous le soleil/Debout dans le sang/Debout et libre ».

La portée de l'œuvre de Césaire, faut-il le dire, est très vaste comme les ailes d'un albatros. C'est une œuvre qui continue toujours de faire la lumière sur la situation non pas coloniale mais aujourd'hui dictatoriale qui décime des milliers d'hommes au quotidien en Afrique noire en général et en particulier au Togo où une bande de gangsters médiocres en cravate et veste assomme l'espoir des masses pestiférées et mortifères. Pour paraphraser Aimé Césaire, on pourrait dire aujourd'hui au Togo qu'« il est debout le peuple togolais/ Le peuple togolais assis/ inattendument debout /Debout dans la misère. »

du Comte Lautréamont dans **Les Chants de Maldoror** et surtout du surréalisme d'André Breton, pour brandir la hache de la révolte, la révolte libératrice que peint Albert Camus dans **L'Homme révolté** ou Albert Memmi dans **Le Portrait du Colonisé**. « Ma bouche sera la bouche des malheurs qui n'ont point de bouche, ma voix, la liberté de celles qui s'affaissent au cachot du désespoir », telle est la profession de foi de Césaire qui

fait tabula rasa de la peur inhibée au colonisé par le colonisateur de peur qu'il se révolte pour « pousser le grand cri nègre » contre l'injustice et la politique petite semaine. Et son cri a fait son effet, son acte prométhéen a dissipé toutes les peurs qui travaillaient les audaces libératrices et dirigé les pas des Martiniquais vers la terre promise de la liberté. Et voici le chant de cygne du **Cahier d'un retour au pays natal** : « elle est debout la négraille/La négraille

Oscar SEKAYA

LES PRIX BAISSENT

Les carnets de factures normalisées avec TVA / sans TVA

~~3 000 FCFA~~ **1 500 FCFA**

La planche de vignettes

~~10 000 FCFA~~ **2 700 FCFA**

FEDERER POUR BATIR www.otr.tg

OTR OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

CARNET DE FACTURES NORMALISÉES POUR OPÉRATIONS NON AUTOPAYABLES À FACTURER LA TVA

CARNET DE VIGNETTES

EDITORIAL

Rendez-vous manqués

La croisée des chemins, voilà comment il revient de désigner le bas-côté de la chaussée sur lequel se trouvent les populations togolaises à quelques jours de la nouvelle année qui leur tend ses bras. Décembre, le mois des semences de bonheur, et d'espoir pour une nouvelle année devient un mois de tous les risques pour le Togo. Chaque jour de ce nouveau mois rapproche plus le pays de l'incertitude.

Ainsi donc, la semaine en cours annonce le printemps des incertitudes qui font oublier les fêtes de fin d'année. Cette semaine démarre plutôt sous de mauvais auspices avec l'annonce du démarrage de la campagne électorale en vue des élections législatives, une annonce qui coïncide avec la mort programmée du Togo. Malheureusement, les deux événements ont été des rendez-vous manqués. L'ouverture de la campagne manquait de couleurs dans la capitale pendant que le «Togo mort» grouillait de vie.

Toutes les tentatives pour redonner éclat à l'exercice de charme et repeindre la capitale en ville déserte ont été vaines. Et pourtant, le message pastoral exigeait le report des législatives de la discorde. L'échec a même infesté la campagne africaine des clubs togolais qui ont manqué au rendez-vous de la qualification. Unis et solidaires comme ils ne l'ont jamais été depuis l'annonce de la tenue des élections législatives le 20 décembre, les Togolais ont attendu en vain, dans les travées du stade municipal, une qualification de Koroki et Gomido qui n'est jamais arrivée.

Pour sécher les larmes, le rendez-vous est pris sur cet après-midi où la campagne de l'Ufoa B va démarrer à Lomé avec l'entrée en lice des Eperviers. A défaut d'abriter de grands événements sportifs par manque d'infrastructures, le Togo peut se consoler avec le Tournoi U20 de l'Ufoa B qui, lui non plus, n'est pas à l'abri de grosses surprises. Les difficultés de certaines sélections pour répondre au rendez-vous risquent de laisser les férus du ballon rond sur leur soif.

Décidément, le mois de décembre risque d'être celui des rendez-vous manqués. Les fêtes de fin d'année feront partie de cet agenda, car les Togolais n'ont plus tellement le choix. Entre voter et fêter, les politiques ont fait leur choix. Reste le peuple.

Isaac Tonyi

Législatives du 20 décembre

Quel enjeu ?

Sauf changement de dernière minute, les élections législatives se tiendraient le 20 décembre prochain. Nonobstant le boycott de la C14 et les multiples appels à un report du scrutin, le gouvernement togolais et la CENI déroulent leur agenda. La campagne électorale, pour sa part, bat son plein depuis mardi, avec les différents partis en lice. Quel est donc le véritable enjeu que revêt une telle échéance à mille et un rebondissements ? Nous en parlons.

Le fossé reste bien grand et entier, entre acteurs politiques togolais. Ni la facilitation entreprise par la CEDEAO, ni les autorités morales incarnées par les églises, ni les organisations de la société civile, ne semblent ramollir les ardeurs des différents protagonistes. Tant la radicalisation des positions reste tangible et perceptible. Conséquence, le processus électoral, pourtant voulu

Dénonçant une fixation faite sur le Président de la République que l'opposition voudrait exclure de la lutte, le gouvernement et sa majorité présidentielle, à la faveur d'un retour précaire à la normale, durcissent le ton et optent pour le référendum. L'opposition qui n'entend point lâcher prise face à un passage de force du pouvoir, monte au créneau et en appelle de nouveau à la rue. Plusieurs jours

Si l'objectif premier est procéder à une nouvelle législature...ces élections sans les réformes politiques, et qui, plus est, sans la participation de la C14, seront gagnées sans gloire pour le pouvoir de Lomé.

inclusif par tous, est loin de l'être. Aujourd'hui, priorité semble être donnée aux élections. Ceci, bien que les réformes politiques qu'appellent les Togolais de tous leurs vœux ne soient opérées. Bref, la crise est loin de connaître son épilogue. Et pourtant, les initiatives n'ont pas manqué.

Retour sur 15 mois de crise, de statu quo

A l'éclatement de la crise, le 19 août 2017, l'enchaînement des manifestations des populations et leurs lots de conséquences ont vite fait de pousser le gouvernement togolais, secoué par le vent de la contestation populaire, à lâcher prise. Le 15 septembre 2017, un premier projet portant révision constitutionnelle, notamment sur les articles 52, 59 et 60, a été envoyé au parlement par l'exécutif national. Malheureusement, les travaux en Commission furent boudés par l'opposition parlementaire qui souhaitait tout simplement le retour intégral de la Constitution de 1992. Laquelle instaure le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours, puis limite à deux le mandat présidentiel, avec la mention « en aucun cas, nul ne peut faire plus de deux mandats ». Ce geste du gouvernement interprété par nombre d'observateurs comme un début de règlement de la situation s'était plutôt révélé, une première tentative échouée.

de manifestations publiques contre le régime de Lomé, aussi bien à Lomé qu'à l'intérieur du pays. Aux manettes, la C14. Des morts, dont enfants, des blessés, des déplacés sont enregistrés. L'économie nationale en paiera le lourd tribut.

Appelée à la rescousse, la CEDEAO entame, le 4 mars à Lomé, une facilitation entre les protagonistes. Une série de dialogues qui, après plusieurs rounds, sous le lead des présidents Akuffo Nana Addo du Ghana et Alpha Condé de la Guinée, ont accouché, le 31 juillet 2017, d'une feuille de route. L'espoir renaît ! a-t-on crié. Mais c'est sans compter avec l'engagement des acteurs politiques à ne s'entendre sur rien. La feuille de route de la CEDEAO qui préconisait, entre autres, les réformes constitutionnelles, la recomposition de la CENI, de la Cour Constitutionnelle, la refonte complète et la constitution d'un nouveau fichier électoral ont du mal à être mises en œuvre. Quatre mois après, c'est toujours le statu quo. En lieu et place des réformes préconisées par l'espace communautaire sous-régionale, seules les législatives du 20 décembre, une étape qui viendrait normalement couronner toutes ces réformes, sont imposées aux Togolais. Et comme l'on peut bien s'y attendre, c'est sans la C14, l'un des acteurs principaux de la crise qui joue au boycott, que

le parti présidentiel et d'autres partis de l'opposition, de moindre calibre, iront aux urnes. Entre-temps, le 9 novembre dernier, la deuxième tentative d'adoption du projet de texte constitutionnel, élaboré cette fois-ci par l'expert constitutionnaliste, commis par la CEDEAO a également échoué, écarté par le pouvoir de Lomé

Quel enjeu pour les législatives du 20 décembre ?

Si l'objectif premier est de procéder à une nouvelle législature, l'on en vient néanmoins à se questionner, à juste titre, sur l'opportunité d'un tel scrutin sans la participation des partis de l'opposition les plus en vue, depuis presque quinze (15) mois. De toute analyse faite, il se dégage un constat, les signaux annonciateurs du prochain renouvellement de l'hémicycle, avec une nouvelle configuration de la classe politique nationale. Et ce, avec de nouveaux acteurs. Toutefois, toute proportion gardée, ces élections sans les réformes politiques, et qui, plus est, sans la participation de la C14, seront gagnées sans gloire pour le pouvoir de Lomé. Et pour cause, elles ne seront outre mesure qu'une manière partielle et parcellaire de régler la crise togolaise qui n'a que trop duré. Sinon, elles constitueront, de fait, les gènes de l'aggravation en perspective de la crise. La faute à un pouvoir assez suffisant dans son orgueil, et une C14 qui aura manqué de tact dans sa lutte en se recroquevillant trop dans une posture de rejet systématique de toute proposition émanant du pouvoir.

Le bout du tunnel encore loin...Les responsabilités partagées !

Aujourd'hui, c'est une certitude. La situation est loin d'être celle voulue par les acteurs politiques, les facilitateurs, les partenaires et le peuple togolais. Mais à chacune des parties protagonistes, sa responsabilité. Au-delà de la mesquinerie habituelle et désobligeante du pouvoir qui, depuis 2010, avait pourtant toute la latitude d'opérer les réformes, sans contrainte, Brigitte Kafui Adjamagbo et ses camarades de lutte auraient pu, également à leur niveau, contourner la ruse du pouvoir pour une résolution rapide de la crise, si la politique de « Tout en même temps » n'avait pas pris le dessus sur celle de « Un tiens vaut mieux que deux, tu l'auras ». Les regards sont désormais orientés vers des lendemains incertains pour notre pays.

Magloire TEKO

ARRÊT SUR IMAGES

Station Total BTCL, le bon exemple

L'accueil est l'un des facteurs cardinaux dans l'achalandage de toute entreprise, qu'elle soit privée ou étatique. Loin de faire abstraction de cette règle d'or dans son fonctionnement. Le personnel de la boutique de la Station Total BTCL couplée du service de distribution de produits pétroliers fait brillamment sien le fameux dicton « le client est roi » en érigeant le bon traitement de sa clientèle comme son credo. Une vertu assez rare sur le marché du commerce au Togo, terrain sur lequel battent en retrait de nos jours la jovialité et la courtoisie au profit de rixes verbales entre vendeurs et acheteurs. Nulle prétention pour nous d'ouvrir les vannes à la jalousie des autres zones commerciales



en jetant les fleurs à la Station Total BTCL, notre dessein est de l'encourager à mieux faire et amener d'autres à lui emboîter les pas. Tou-

jours, il faut prendre exemple sur quelqu'un pour évoluer. Allons donc tous au bon accueil !

Oscar SEKAYA

Campagne électorale

Au petit trot!

Depuis le mardi 04 décembre dernier, ils sont en ordre de bataille sur toute l'étendue du territoire national. Il y a donc trois jours déjà que les 12 partis politiques et 18 listes indépendantes pour 856 candidatures, engagés dans la course pour les législatives, sont en opération de charme auprès des 3 millions d'électeurs togolais enrôlés au terme du recensement électoral. Une opération de conquête de suffrages, pour l'heure au petit trot sans grand engouement.

«La campagne électorale débute le mardi 04 décembre 2018 à 00h et prend fin le mardi 18 décembre 2018, à 23heures 59 minutes », a annoncé le Code électoral, notamment en son article 68. «Tout doit être mis en œuvre pour faire de la campagne électorale, une réussite dans la sécurité, l'apaisement,



La caravane du parti NET

850 candidats issus de 130 listes partent à l'assaut de 30 préfectures. Et l'objectif reste le même. Rafler le maximum des 91 sièges à pourvoir à l'Assemblée Nationale...A Lomé, au premier jour, le parti présidentiel s'est contenté d'une caravane qui a traversé les grandes artères de la capitale.

noncé, lundi, le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), Prof Kodjona Kadanga. Ceci, explique-t-il, conformément à l'esprit

le calme et la sérénité », a poursuivi le Président de la CENI. «La CENI sait pouvoir compter sur l'engagement politique et citoyen des candidats et des élec-

teurs, gage du raffermissement de notre démocratie et du triomphe de notre vivre-ensemble, dans la paix et l'harmonie », a indiqué le Prof Kodjona Kadanga.

Ainsi donc, 850 candidats issus de 130 listes partent à l'assaut de 30 préfectures. Et l'objectif reste le même. Rafler le maximum des 91 sièges à pourvoir à l'Assemblée Nationale. Pour ce faire, Unir, UFC, MPDD, NET, PDP, MRC, CLE et plusieurs autres listes indépendantes comme BATIR ou encore « GBENODOU » sillonnent médias, villes, villages pour

transmettre leurs différents messages et projets de société. A Lomé, au premier jour, le parti présidentiel s'est contenté d'une caravane qui a traversé les grandes artères de la capitale.

Cependant, ces opérations, parties pour durer deux semaines, se font sans la Coalition des 14 formations (C14), principal interlocuteur du parti au pouvoir, dans le dialogue politique en cours en vue d'une sortie de crise apaisée au Togo. Brigitte Kafui Adjmagbo et ses camara-

des, aux abonnés absents, exigent l'arrêt du processus électoral en cours, au profit de la mise en place d'une CENI paritaire et inclusive, la refonte totale du fichier électoral, la recomposition de la Cour Constitutionnelle, puis la libération de tous les détenus.

Bref, les 14 partis politiques formant cette coalition exigent du gouvernement, le respect scrupuleux de la feuille de route de la CEDEAO qui recommande les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Mais bien que déjà démarré, la C14 croit toujours en l'arrêt de tout le processus. «Absolument ! Ce serait logique qu'ils interviennent pour dire ça suffit, que ce n'est pas ce que la feuille de route prévoit que vous êtes en train de faire », a répondu, hier au micro de RFI, la Coordinatrice de la C14. Ceci, à la question de savoir si son organisation espérait, de la CEDEAO, une médiation de dernière minute avant le 20 décembre.

Magloire TEKO

Inquiètes de la situation politique au Togo

L'EEPT et l'EMT rejoignent la CET sur le chemin de croix

Quelques semaines après la sortie médiatique de la Conférence des Evêques du Togo, l'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo et l'Eglise Méthodiste du Togo, dans une lettre pastorale adressée à la communauté chrétienne, affichent leur inquiétude sur la situation politique que vit le Togo et invitent toute la classe politique à un consensus afin de trouver une sortie heureuse de crise.

Déjà le 24 juillet 2018, l'EEPT et l'EMT avaient interpellé les instances de la CEDEAO ainsi que les protagonistes de la crise sur les événements malheureux que les populations ont vécus et qu'il faut à tout prix ne pas rééditer pour ne pas faire sombrer la mémoire collective du peuple. Les deux communautés ont regretté l'échec des solutions apportées à la crise. Quatre mois après cette sortie, l'EEPT et l'EMT s'indignent de la manière dont les choses se passent. « C'est donc avec une grande souffrance que l'EEPT et l'EMT déplorent les conditions non

consensuelles dans lesquelles le peuple est appelé à s'engager dans un nouveau processus électoral », lit-on dans le message pastoral porté à l'endroit des acteurs politiques et des populations. Les communautés Presbytériennes et Méthodistes invitent les autorités compétentes à repousser les élections législatives. « Nous voudrions, au nom de la primauté de la paix, appeler les autorités compétentes à privilégier la recherche de solutions consensuelles et durables de la crise actuelle et à repousser de quelques mois les élections législatives prévues le 20 décembre ; si elle était prise, une telle décision ne devrait pas être interprétée comme le signe d'une quelconque faiblesse mais plutôt comme une preuve pour le peuple et une manifestation du sens de la responsabilité de ceux-là qui sont aux affaires », indiquent les communautés Evangéliques et Méthodistes du Togo. Pour ces dernières, le report de quelques mois des élections législatives donnerait

une nouvelle occasion aux acteurs politiques avec l'aide des institutions religieuses d'approfondir le dialogue pour lever les pesanteurs qui empêchent d'aller aux réformes et d'embrasser un processus électoral consensuel. Elles vont plus loin en rappelant la sainteté et la sacralité de la vie de chaque Togolais.

Sans se lasser des péripéties, la communauté Evangélique et Méthodiste comme la CET continuent d'intercéder pour un dénouement de la crise et invitent chaque Togolais au dépassement de soi, à redoubler de prières et de supplications. « L'espérance vivante à laquelle nous vous appelons est persévérante et réparatrice. Elle est un moteur qui permet de jeter sur chaque événement de notre vie, un regard renouvelé susceptible de rompre les digues de la peur ambiante, de détruire en nous l'angoisse et les germes de résignation », conclut le message. **Isaac Tonyi**

Contre-campagne de la C14

Le gouvernement dit non !

La crise politique togolaise continue de produire des épiphénomènes qui risquent de déborder et de faire sombrer le pays. L'annonce du démarrage de la campagne électorale le mardi 4 décembre a fait réagir hier la Coalition des 14 partis de l'opposition.

Face à la presse, la C14 entend rester dans la logique du boycott du recensement électoral en programmant une contre-campagne pour empêcher, selon ses termes, le coup de force électoral contre la feuille de route de la Cédéao et les lois de la République. Des actions d'envergure sont donc prévues sur toute l'étendue du territoire national. Une caravane de sensibilisation se tient dans les rues de Lomé et de l'intérieur du pays ce jeudi. Elle sera suivie demain vendredi de prières musulmanes à l'intention du Togo. Les journées du 08, 10, 11, 12, 13 et 14 seront consacrées à des marches synchronisées sur toute l'étendue du territoire national. Ces marches synchronisées seront reconduites sur les journées du 15, 16, 17 et 18 décembre. L'objectif premier, selon la C14, est d'empêcher la

tenue des élections législatives du 20 décembre. Aussi, pour ces manifestations, les 14 partis de l'opposition n'entendent plus se plier aux itinéraires que leur imposerait le ministre de l'Administration Territoriale.

En réponse à cette sortie médiatique de la C14, le gouvernement à travers un communiqué du ministre Payadowa Boukpéssi interdit les manifestations de la C14 relatives aux caravanes de sensibilisation de la C14 programmés dans les rues de Lomé ainsi que les marches synchronisées du 06 au 18 décembre 2018 sur toute l'étendue du territoire national. Selon ledit communiqué, le risque très élevé de troubles graves à l'ordre public à la rencontre des caravanes de la C14 et celles des partis engagés dans la campagne électorale demeure fort probable. Par conséquent le gouvernement interdit toute manifestation de rue qui n'entre pas dans le cadre de la campagne électorale.

Voilà qui promet de l'étincelle en l'air.

IT

Agression sur le confrère malien Hamidou Touré El Hadj

Reporter Sans Frontières exige la traduction des auteurs devant les tribunaux

Le directeur de publication du site internet Malimédias.com, Hamidou Touré El Hadj, très critique à l'encontre de la Commission Vérité Justice Réconciliation du Mali pour manque de résultats, a été sauvagement agressé dans le bureau du Secrétaire Général de cette Commission, le Col Abdoulaye Makalou, où il s'était rendu sur invitation de ce dernier. Selon le confrère, il a été roué de coups par les « gardes du corps » du Colonel et a été « forcé de boire sa propre urine ». Une fois saisi de cette agression barbare sur fond de traitements dégradants sur un confrère, Reporter Sans Frontières (RSF), dans un communiqué au vitriol, dénonce cet état de chose contre lequel il s'insurge avec véhémence. Il invite le gouvernement malien à diligenter une enquête impartiale pour que les auteurs de cette forfaiture puissent être traduits devant les tribunaux en vue de répondre de leurs actes. Dès lors, la question se pose de savoir si cet appel de Reporter Sans Frontières n'est pas tombé dans des oreilles de sourds, vu que le Mali soit réputé, pays prédateur de liberté d'expression du fait de la 115ème place qu'il occupe dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporter Sans Frontières en 2018. En intégralité, nous publions pour nos lecteurs, la réaction de RSF.

Reporters sans frontières (RSF) dénonce l'agression et les traitements humiliants infligés au directeur de publication d'un site internet dans les locaux de la commission vérité, justice

...le journaliste affirme avoir reçu plusieurs coups de la part des «gardes du corps» du colonel et avoir été «forcé de boire sa propre urine» au cours de son «entretien». «Avant de me relâcher, le colonel m'a également menacé de mort si je parlais de ce qui s'était passé à qui que ce soit»...

et réconciliation (CVJR) du Mali et demande aux autorités de conduire une enquête impartiale pour que les auteurs de ces actes graves et dégradants soient sévèrement punis.

Le récit d'Hamidou Touré El Hadji, directeur de publication de Malimédias.com est glaçant. Appelé à se rendre jeudi 29 novembre dans le bureau du colonel Abdoulaye Makalou, Secrétaire Général de la Commis-

sion Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR), à la suite de la publication d'un post Facebook critiquant le manque de résultats de cet organe, le journaliste affirme avoir reçu plusieurs coups de la part des «gardes du corps» du colonel et avoir été «forcé de boire sa propre urine» au cours de son «entretien». «Avant de me relâcher, le colonel m'a également menacé de mort si je parlais de ce qui s'était passé à qui que ce soit», raconte encore le journaliste qui a porté plainte auprès de la gendarmerie.

Les informations et les relevés téléphoniques obtenus par RSF confirment que le colo-

nel a fortement insisté pour que cette rencontre se tienne dans son bureau alors que le journaliste, craignant pour sa sécurité, lui avait proposé à plusieurs reprises un rendez-vous dans un lieu public. Le militaire est venu lui-même chercher le journaliste alors que le véhicule de ce dernier était tombé en panne. Le directeur de publication a finalement accepté de se rendre à la CVJR à la condition que son cousin qui l'accompagnait puisse venir avec lui. Ce dernier, qui se trouvait dans la pièce jouxtant le bureau du colonel au moment des faits, a affirmé à RSF avoir entendu le journaliste «appeler à l'aide» et «crier au secours». Il a également confirmé avoir constaté que son cousin avait été «sévèrement bastonné».

«Nous condamnons fermement les sévices inacceptables subis par le directeur de Malimédias.com et demandons aux autorités de prendre toutes les dispositions nécessaires pour mener une enquête indépendante et assurer la sécurité de ce journaliste, déclare Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique de RSF. La crédibilité de



Hamidou Touré El Hadj

la CVJR dont la mission première est justement d'enquêter sur des exactions, est en jeu. Il est essentiel qu'elle mette tous les moyens à disposition des enquêteurs pour que les auteurs d'ac-

motivations qui l'ont poussé à présenter sa démission ce lundi du poste de Secrétaire Général de la CVJR, il a affirmé ne pas vouloir que cette «histoire nuise à la réputation de la commission».

«Nous condamnons fermement les sévices inacceptables subis par le directeur de Malimédias.com et demandons aux autorités de prendre toutes les dispositions nécessaires pour mener une enquête indépendante et assurer la sécurité de ce journaliste...»

tes d'une telle gravité à l'encontre d'un journaliste soient sanctionnés».

Joint par RSF, le colonel Makalou reconnaît avoir fait venir le journaliste dans son bureau mais assure «avoir la conscience tranquille», le reporter n'ayant selon lui subi «aucun acte d'agression». Interrogé sur les

Parallèlement à sa carrière de militaire, Aboulaye Makalou a suivi des études de journalisme au Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information de Dakar.

Le Mali occupe la 115ème place dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2018.

Economie/ Apurement de la dette intérieure

Le Togo rembourse 55 milliards de frs CFA

Le Togo, depuis le début de l'année, a engagé une vaste opération d'apurement de sa dette domestique. Ainsi, sur les 11 premiers mois de l'année en cours, le gouvernement vient de rembourser 55 milliards de frs CFA d'arriérés aux entreprises privées locales. Un double objectif motive cette opération d'apurement de la dette domestique, il s'agit d'augmenter la capacité d'investissement d'un secteur privé appelé à conduire les investis-

sements du Plan National de Développement (PND) lequel, dans sa mise en œuvre, devra nécessiter 65% d'investissements du secteur privé. Le second est d'asseoir un cadre macro-économique adéquat à travers l'assainissement des finances publiques conformément au cahier des charges convenu avec le FMI.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement entvoit de négocier un emprunt extérieur



Sani Yaya, ministre de l'Economie et des finances

de maturité longue pour racheter la dette intérieure afin de permettre aux entreprises locales de retrouver plus de marge d'investissement et renforcer la confiance dans la signature de l'Etat.

Notons que l'encours de la dette intérieure du Togo est estimé à 1688 milliards de frs CFA à fin décembre 2017, soit 58% du PIB selon le FMI dans sa deuxième revue au titre de la Facilité Elargie de Crédit.

Opération « Togo Mort »

Bilan mitigé !

Mardi dernier, la Coalition des 14 formations politiques (C14) a appelé à l'opération «Togo Mort». Coïncidant avec le premier jour des campagnes électorales boycottées par ce regroupement de partis politiques, cette opération a connu un bilan mitigé. Ainsi a conclu Brigitte Kafui Adjamagbo, la Coordinatrice de la C14.

Les jeudi 29 novembre, samedi 1^{er}, lundi 3 et mardi 4 décembre, la C14 avait appelé à une série de quatre (04) jours de manifestations publiques. Manifestations populaires au cours desquelles, Jean-Pierre Fabre et ses camarades de lutte ont, de nouveau, exprimé leur mécontentement face à la manière « cavalière », avec laquelle le pouvoir de Lomé conduit le processus électoral.

Coïncidant avec le

démarrage des campagnes électorales, le quatrième jour s'est finalement mue en une opération «Togo Mort» à laquelle a appelé la C14. Ce qui fait suite à la mesure du gouvernement d'accorder la priorité aux campagnes électorales à toute autre manifestation publique dans le pays.

A l'heure du bilan, les organisateurs ont jugé l'opération mitigée, car relativement suivie par les Togolais. «On peut dire que le bilan est mitigé», a laissé



Une société de la place restée fermée

entendre, le lendemain sur RFI, la Coordinatrice de la C14, Brigitte Kafui Adjamagbo. En clair, cette opération a été suivie par certains, pendant que d'autres ont choisi de vaquer librement à leurs occupations. Toutefois, renchérit-elle, ce bilan mitigé n'entame en rien la détermination des Togolais qui, contrairement

à «Togo -mort», espèrent des actions plus fortes. «...Nous sommes convaincus que ça n'entame en rien, la détermination des Togolais. Au contraire, nous interprétons ce bilan mitigé comme une demande des Togolais à plus d'actions plus énergétiques que l'opération «Togo -Mort», a expliqué la

Secrétaire Générale de la CDDP. Et d'annoncer, ensuite, dans une grande sérénité : «... et c'est vers ça que nous irons dans les jours à venir !».

Si cette situation semble une bataille perdue par la C14, elle ne désarme pas pour autant. Le regroupement des 14 partis politiques au cœur des manifestations populaires dans le pays depuis le 19 août 2017, entend passer, prochainement, à la vitesse supérieure en vue de remporter la grande victoire, celle de l'arrêt du processus électoral en cours. Et pour ce faire, elle compte sur une médiation de dernière minute de la CEDEAO, facilitatrice dans la crise togolaise.

Magloire TEKO

RDC/ Martin Fayulu et sa stratégie de victoire

Quelle leçon pour les oppositions africaines ?

Quelques heures seulement après l'accord de Bruxelles entre les huit (08) principaux partis de l'opposition congolaise sur le choix d'un candidat unique, dans la perspective de la présidentielle du 23 décembre prochain, cette classe politique a été vite rattrapée par ses vieux démons, la désunion. Préalablement choisi, Martin Fayulu a été lâché par Félix Tsisékédi et Vital Kamerhe qui s'engagent désormais dans une coalition à deux. Cependant, il ne désarme pas. Au contraire, il se donne les moyens de sa victoire. Un exemple pour les oppositions africaines.

Ceux qui croyaient à un geste fort et historique ont vite déchanté. Et pour cause. Aussitôt scellée, l'alliance électorale entre les principaux opposants

gés derrière Martin Fayulu et de l'autre, le tandem Félix Tsisékédi - Vital Kamerhe qui, au travers les termes de leur nouvel accord électoral scellé à Nairobi au Ke-



Martin Fayulu

gramme de gouvernement, un projet de société communs, et après dix ans, nous évaluerons ces objectifs, notre collaboration», a expliqué Félix Tsisékédi. Quant à Martin Fayulu, l'heureux élu de Genève, dit tendre toujours ses bras aux dissidents de l'accord de Bruxelles.

Si cette volte-face se veut, avant tout, l'expression de la démocratie et la liberté d'opinion, il n'en demeure pas moins vrai qu'elle remet au goût du jour, une triste réalité qui gangrène toutes les oppositions africaines. La désunion née souvent sur les cendres des égos, du mépris, de la médisance et surtout, des calculs politiques et des intérêts particuliers au profit de l'intérêt général.

Les millions de Congolais s'opposant à la gouvernance de Joseph Kabila avaient cru à la réalisation de leur vœu, ceux de voir l'opposition aller en front unique contre le candidat du pouvoir, Emmanuel

Ramazani qui n'est autre que le prolongement du système Kabila. Malheureusement, leurs espoirs ont été vite sacrifiés sur l'autel des intérêts particuliers de leurs leaders qui l'ont d'ailleurs démontré en se contentant d'un accord sur la répartition des postes, en cas de victoire.

Qu'à cela ne tienne, Martin Fayulu se démarque par

dat élu de Bruxelles l'a doté de deux avions loués en Afrique du Sud. Ce qui permettra à ce dernier de se battre à armes égales contre le candidat du pouvoir, Emmanuel Ramazani, ceci de sillonner notamment toutes les provinces de ce vaste pays de l'Afrique centrale dont la mobilité par voie terrestre se veut un sérieux handicap à tout autre candidat briguant la magistrature suprême. Ce faisant, il amasse le maximum de chance de son côté en vue de toucher toutes les couches sociales de la RDC, leur vendre son projet social, dans le but de remporter la victoire finale.

S'il serait prétentieux de rêver d'une victoire de fait due à une facile mobilité à travers tout le pays par un hélicoptère, il est cependant d'un atout considérable pour ce dernier qui se donne

S'il serait prétentieux de rêver d'une victoire de fait due à une facile mobilité à travers tout le pays par un hélicoptère, il est cependant d'un atout considérable pour ce dernier qui se donne ainsi les moyens de sa politique.

sa stratégie impressionnante de contrecarrer sur le terrain, le pouvoir de Kinshasa. En effet, pour les besoins de la Campagne présidentielle, l'état-major du candi-

ainsi les moyens de sa politique. Un exemple pour les oppositions africaines souvent en difficulté dans ce genre d'exercice.

Magloire TEKO

...pour les besoins de la Campagne présidentielle, l'état-major du candidat élu de Bruxelles l'a doté de deux avions loués en Afrique du Sud. Ce qui permettra à ce dernier de se battre à armes égales contre le candidat du pouvoir...

au régime de Joseph Kabila n'a duré que le temps des paraphe et de l'annonce. Très vite, le diable de la désunion a repris possession de ces corps en qui le peuple congolais avait pourtant placé tout son espoir.

Désormais, c'est une opposition bicéphale qui affrontera dans les urnes, Emmanuel Ramazani, le candidat successeur de Joseph Kabila. D'une part, Jean-Pierre Bemba, Moïse Katumbi, Pierre Lumbi, Eve Bazaiba et Olivier Kamitatu ran-

nya, s'engagent dans la dynamique d'un système de gouvernance alternative.

Ainsi, ont-ils convenu d'une présidence de 5 ans contre la primature pour l'autre, en cas de victoire. De même que pour le partage des portefeuilles ministériels et autres postes institutionnels. « Nous partons pour dix ans de collaboration. La Constitution attribuant un mandat de cinq ans à chaque président de la République, nous allons alterner. Nous allons élaborer un pro-

Préliminaires Coupes Africaines

Koroki, Gomido, ça casse !

Semaine noire pour les représentants togolais en Coupes Africaines. Koroki de Tchamba en ligue africaine des Champions n'a pu obtenir sa qualification face à l'Association Sportive Jaraaf de Dakar. Après avoir réussi à rétablir la jonction lors du match retour, le champion togolais est tombé dans la série des tirs au but. Idem pour Gomido de Kpalimé qui se devait de faire le retard de deux buts à l'aller. L'espoir a longtemps plané sur le stade municipal de Lomé avant de s'estomper après l'égalisation des Tchadiens.

Film des deux matches. Battu (1-0) à Dakar, le représentant togolais en Ligue des Champions a cru à la qualification. Poussée par un public des grands jours, l'équipe de Tchamba démarre en trombe la partie mais

la 18ème minute de jeu pour voir la première alerte des poulains de Bréhima Traoré. Ils reviennent à la charge trois minutes plus tard, mais le joli centre de Nékéré Gafarou ne trouve pas de preneur. Le jeu sombre dans une



Gomido FC

Koroki, poussée par un grand public dans un sursaut d'orgueil, se lâche et va à l'abordage du champion sénégalais très mal en point. Bodzroma Jean et Salami Assouma tentent de faire parler leur pointe de vitesse dans les couloirs, mais à chaque fois ils sont neutralisés par le réseau défensif des Sénégalais. Limitée offensivement, l'équipe de Koroki n'aura son salut que grâce au coup de patte destructeur de son capitaine Ousmane Fofana qui, d'une frappe sèche, brûle la politesse à Pape N'diaye. Ce but réveille les ardeurs du public et sonne le glas pour les protégés de Malik Daf qui ploient sous la domination des poulains de Bréhima Traoré. Ces derniers vont obliger les Sénégalais à reculer et subir ce match jusqu'à la fin du temps réglementaire. Il a fallu la séance fatidique des tirs au but pour départager les deux formations. Dans cet exercice, l'Association Sportive et Culturelle Jaraaf de Dakar sera plus chanceuse en misant sur son gardien réserve Cheick N'Doye rentré en lieu et place de Pape N'Diaye pour accomplir le miracle. Il sera l'artisan de cette victoire en arrêtant deux tirs sur les 4 pendant que les Sénégalais réussissaient 4 tirs sur 4.

Au retour des vestiaires, alors que l'on croyait que les deux formations allaient mettre plus de rigueur dans le jeu, c'est tout le contraire. Nonchalance, maladresse ont été les maîtres-mots des deux équipes.

Le dernier coup de sifflet de l'arbitre Maguette N'diaye va retentir dans le stade comme une humiliation imposée au club togolais qui venait de perdre la face devant un adversaire sans compétition dans les jambes.

Maurice Noutsoudjin, artisan de la qualification, les dirigeants du club de Tchamba ont fait le mauvais casting en misant sur Adam Fazazi, non qualifié par la Caf pour rester sur le banc d'une équipe pour défaut d'une licence de la CAF. L'arrivée du Malien Bréhima Traoré n'est que l'intervention d'un docteur après la mort, puisque ce dernier devrait gérer un effectif conçu avant son arrivée. Il n'y avait pas de miracle à faire. Koroki fait les frais de ses propres turpitudes.

Gomido, quant à lui,

Adjahli Kossivi ne trouvent pas la réussite. Ils seront supplantés par l'attaque de l'As Coton Tchad qui sort la tête de l'eau à la 27ème minute. Il a fallu un Ouro Akondo lucide pour sauver les meubles sur le lob parfait d'Abdoulaye Yacoub qui est resté, durant la première mi-temps, le seul joueur tchadien à se montrer dangereux. Gomido va protéger son acquis jusqu'à la fin de la première partie.

A la reprise, on attendait une équipe de Gomido revancharde mais c'est plutôt l'As Coton Tchad qui dévoile son vrai visage et mène la danse. La stratégie de faire endormir l'adversaire en première période et de réagir par la suite est payante pour les visiteurs. Cette équipe tchadienne aurait pu rétablir la jonction à la 58ème minute si Mahadio Sama n'était pas sur la trajectoire de la reprise de volée d'Abdoulaye Yacoub. Quelques minutes plus tard, le même Abdoulaye Yacoub revient à la charge mais reste malheureux sur le mauvais renvoi du goal de Gomido. Les Shows boys, pressés de marquer le second but libérateur confondent vitesse et précipitation. Beaucoup de pertes de balle en attaque qui profi-



Une phase de jeu Koroki-Jaraaf

avait un grand coup à jouer face à l'As Coton du Tchad qui l'avait battu à l'aller à N'Djaména (2-0). Habitué au Show, les poulains de l'entraîneur de circonstance Ezé Tomédégbé ont démarré sans round d'observation leur opération "remontada". Après l'énorme ratée de Saïbou Safiou à la 8ème minute, seul face aux buts vides de Diarra Gerald, Adjahli Kossivi revient pour corriger le tir à la 13ème minute en ouvrant le score sur une erreur de la défense de l'équipe tchadienne. Ce but matinal met en confiance l'équipe togolaise qui multiplie les actions offensives. Aux 15ème, 17ème et 21ème minute, Gomido aurait pu prendre un large avantage sur son adversaire qui imprimait un faux rythme au jeu. Le doute s'installa peu à peu dans le camp des Show boys maladroits sur les derniers gestes. Cheich Ahmed Koné, Dégli Messan et

tent à chaque fois à l'équipe adverse bien aguerrie sur les contres. Par plusieurs fois, cette équipe semaient la panique dans la défense de Gomido malgré la bonne forme de Zegueï Fabrice. Le public sportif attendra en vain le but libérateur jusqu'à la 92ème minute où Gomido se fit planter un coup de poignard dans le dos. Abanga Mahamat, d'un joli coup franc à la lisière de la surface de réparation, trompe Mahadio Sama. La déception est grande puisque Gomido venait de se voir enlever tout espoir de revenir dans ce match qui tirait à sa fin. Le dernier coup de sifflet de l'arbitre Maguette N'diaye va retentir dans le stade comme une humiliation imposée au club togolais qui venait de perdre la face devant un adversaire sans compétition dans les jambes.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur de Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)

Directeur de la Rédaction
AGBESSI T. Isaac. (90 20 36 51)

Rédacteur en chef
Magloire TEKO (91 44 38 79)

Rédacteurs
Loïcclas
Del-Jo
Magloire Téko
Isaac Tonyi

Correcteurs
Edgar K. DJISSENOU
Edson Dogbè

Stagiaire
Oscar Sékaya

PAO
Geodecom (22 48 00 32 / 92 63 85 58)

Imprimerie : St Louis
Tirage : 3000 exemplaires

Comme vous nous y croyons



BANK OF AFRICA

Groupe BMCE BANK

